

„Te syndical ? C'est nous !“

Menaces de faire sauter "l'outil de travail", comme à New Fabris ou Nordet ; occupations, séquestrations en série ; actions coup de poing contre les sièges sociaux d'entreprise... Tous ces débordements ont de quoi inquiéter les centrales syndicales, dont la fonction principale consiste à "intégrer la contestation" en lui faisant emprunter les voies raisonnables de la négociation ou les itinéraires balisés et bon

Enfant des "grandes journées nationales d'action". Bien sûr, quelques secrétaires CGT ou autres "comproment bien ces gestes désespérés". Evidemment, des délégués syndicaux ou des responsables de CE se retrouvent au premier rang dans la bagarre (pour garder un pied dans la lutte, pour mieux gérer ou calmer "les gars", parce qu'ils se laissent embarquer aussi...). Mais au niveau des instances nationales, comme on dit, ça hésite entre le silence gêné et les condamnations souvent explicites. Au printemps, toutes ces agitations ne servent encore pour une sorte de chantage à la paix sociale : les responsables syndicaux ont mis la pression sur le gouvernement sur le mode du "vous devriez lâcher du lest parce qu'on va pas pouvoir les tenir très longtemps". Mais le bordel ambiant peut aussi les grandement concerner de moins en moins crédibles niveau confédéral déclarait fin juillet que toutes "ces actions radicales conduisent à l'impasse" et qu'elles "risquaient de discréditer les luttes syndicales".

2 JUILLET : les ouvriers de New Fabris (Châtelain) qui occupent l'usine de Ribou, commencent à la ré-industrialisation. Dix jours plus tard, ils menacent de faire sauter l'usine : « Les bouteilles de gaz sont dans l'usine, tout est prêt pour que ça pète. On ne va pas laisser PSA et Renault attendre août ou septembre pour récupérer les pièces en stock et les machines encore dans l'usine (...) ». Si, nous, on n'a rien, eux n'ont rien.

31 JUILLET : Étamper (Essoane) : une trentaine de personnes cagoulées dévalisent 9 000 euros de marchandises hifi et informatique au supermarché Leclerc. L'incident fait suite à l'interpellation, la veille, de 6 employés du magasin soupçonnés d'avoir laissé passer gratuitement certains produits au profit d'amis ou de membres de leur famille. Dans le quartier, les policiers venus récupérer les marchandises volées ont été la cible de jets de projectiles.

6 JUILLET : des grévistes d'Azur-Chimie à Port-de-Bouc séquestrent leurs dirigeants et un actionnaire du groupe ICI-G.

17 JUILLET : les salariés de New Fabris détruisent une neuvième machine.
18 JUILLET, Tonnelins (Lor-et-Garonne) : les salariés de JLG obtiennent gain de cause après avoir menacé de faire sauter l'usine avec des bombes et gaz. Après un mois de grève, le PDG des sources Parot (Loire) part en vacances. "La grève reprendra quand le patron reviendra".
19 JUILLET, Alès (Gard) : attaques incendiaires contre l'Alpa et l'Anpe à Rochefelle.
22 JUILLET, Blanzay (Saône-et-Loire) : séquestration de 4 cadres de Michelin pour protester contre une sanction visant un salarié en CDD. A Châteaufort (Yvelines) : fin de la grève chez Nortel. Afin de se faire entendre, les salariés avaient menacé le 14 juillet de faire sauter leur entreprise à l'aide de bombes de gaz. Ils ont obtenu des indemnités de 30 à 50 000 euros. A Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) : séquestration de cadres de LyondellBasell. Blocage de l'entrée d'un autre site du groupe à Fos durant quelques heures. Ces salariés ont également fermé les vannes d'une conduite d'éthylène desservant plusieurs usi-

23 juillet : des salariés de Servisair Cargo retiennent leur PDG, et leur direction générale à l'aéroport de Roissy. Trois jours après, quatre grévistes seront assignés en référé au tribunal de Bobigny pour "séquestration", "blocus", "trouble illégitime" et "violence morale permanente".

6 AOÛT, Villeneuve-sur-Tarn : un haut cadre de Molex agressé, la CGT le protège... et l'usine est fermée.

8 août, Nantes : une dizaine de personnes, masquées et munies de bâtons dérobent de la nourriture, de l'alcool et des gadgets high-tech au supermarché de Vilniëux. Ils couvrent leur fuite en lançant des fusées de détresse en direction des gendarmes. Sur l'île de La Réunion, un sabotage prive plus de 50 000 personnes du réseau SFR pendant une nuit dans la région de Saint-Benoît et celle du Grand-Sud.

13 août : 6h du mat', évacuation de trois salariés à Legré-Mante (au sud de

Marseille) par deux compagnies de CRS. Quelques habitants du quartier sont venus apporter leur soutien aux salariés qui ont décidé d'occuper leur lieu de travail le 24 juillet, après son placement en liquidation judiciaire. Les démineurs auraient découvert deux cockaïs moloïov à proximité de l'entrée de l'entrepôt, "Cette usine est plus de 200 ans de présence dans ce quartier. Il n'y a pas une famille qui n'a pas un de ses membres qui a travaillé ici. C'est malin, ce déploiement de force, on aurait dû la situation immobilière", disent les voisins. L'usine est en effet située sur un terrain de 17ha qui aurait été évalué à 42 millions d'euros.



SUES

Slapdash

2009



„Vous allez nous entraîner“

15 AVRIL, St-Siméon de Bressieux : 400 personnes défilent contre la fermeture

de l'usine Schaeffeur (bloquée depuis une semaine) ; de nombreux commerçants, artisans et paysans sont venus se joindre au combat pour la survie du village. Blocage de l'entrée des laboratoires de recherche du groupe Lafarge à Saint-Quentin-Fallavier par les salariés d'un sous-traitant basé à Seyssel.

16 AVRIL : 19 employés de Caterpillar passent au tribunal pour "entrave à la liberté de travailler" ; certains, en protestation, installent un campement devant la site. Une semaine plus tôt, les salariés avaient refusé unanimement de se rendre à l'Ellysée où Sarkozy les avait invités. "On n'accepte pas de passer pour des voyous. On n'ira pas le voir, il n'a qu'à venir ici". Au même moment, malgré un accord de fin de conflit signé par FO et la CGT, 80 grévistes de Toyota Oronnâg (Nord) bloquent les entrées et les lignes de fabrication, histoire de continuer le mou-

18 AVRIL : des pêcheurs bloquent les ports de Calais, Dunkerque et Boulogne et de réclamer le paiement des jours de grève. Ils obtiennent une rallonge de 4 millions d'euros. Pour protester contre le "chômage partiel de longue durée", 1000 salariés d'ArcelorMittal (sur les 2500 que compte le site de Florange en Moselle) bloquent une gare de triage par laquelle

28 AVRIL, Brest : des manifestants saccagent la permanence de l'UMP.

AVRIL : UN MOIS SANS TENSION ... Les actions se sont multipliées tout particulièrement dans le secteur de l'énergie : lors de la journée de mobilisation à GrDF et ErDF du 16 avril, 66 500 clients se retrouvent privés d'électricité et 9160 de gaz (passage en heures creuses en Bretagne, blocage du chantier du réacteur EPR à Flamanville, de l'aéroport de Toulouse-Matabiau, débarrasement du parc éolien de Morlaix et d'un radar automatique en Auvergne, coupures dans le centre-ville de Lille et en Midi-Pyrénées, rétablissement du courant à de mauvais payeurs à Toulouse...). « Quand la SNCF fait grève, les usagers s'en rendent aussitôt compte. Désormais, quand nous ferons grève, cela se verra aussi ». **Le 21 avril** : lot d'électricité à moitié prix pour des milliers de Lotois (des grévisistes ont

Bordeaux-Lac...).

mis en heures creuses tout l'Est du département). Deux jours plus tard, pour la nouvelle journée d'action, les agents en lutte procédèrent encore à plusieurs basculements de tarifs, et à des réajustements du courant pour les personnes démunies ; coupures d'électricité et de gaz ciblées (centres industriels et commerciaux, zone hôtelière, sièges régionaux de banques et le casino de Bordeaux-Lac...).

Continental : suite continue

Le 30 mai, un accord est trouvé entre les salariés de Clairoix et la direction de Continental. Les salaires seront maintenus à 100 % jusqu'à octobre, puis à 75 % jusqu'en 2014 sans compter la prime de 50 000 euros qui a fait couler tant d'encore. On aurait pu en rester là ; mettre au rencard les amitiés nouvellement éprouvées, la bagarre... tout aurait pu se résoudre par le vote, 50 000 euros de prime, c'est déjà un beau résultat au bout de deux mois et demi de lutte. Mais la plus grande des victoires n'est sans doute pas là. Elle a plutôt à voir avec les solidarités tissées entre Contis et avec d'autres), avec cette force commune, bâtie au fil du temps et des

coups tentés, dans le désir de *continuer*. La lutte s'est enclenchée le 11 mars avec l'annonce de la fermeture du site en 2010, laissant sur le carreau 1120 salariés. Dès le lendemain, le directeur est attaqué à coups d'œufs, 4 jours plus tard, à Reims, œufs, chausssures et bouteilles sont lancés à la tête des dirigeants du groupe, entraînant le report du comité d'entreprise. Puis grave, piquets, blocages, manifestations se succèdent, avec quelques coups d'annuler la procédure de fermeture, 500 ouvriers de Continental saccagent la sous-préfecture et le poste de garde de l'usine. Une plainte est déposée pour "dégradations volontaires graves commises en réunion sur biens d'utilité publique". Les auteurs risquent théoriquement cinq ans de prison et 75 000 € d'amende. 7 grévistes sont poursuivis après visionnage des images de TFL. L'activité de l'usine est alors suspendue pour "raisons de sécurité". Quinze jours plus tard, survient l'occupation surprise [1] du site de Sarreguemines, seule usine française du groupe à assurer actuellement la production des pneumatiques. 600 "Comités" de Clairfontaine mettent le feu à des pneus, pénètrent sur le site après avoir fait sauter les verrous de la grille d'entrée et menacent de le bloquer et de l'occuper, matériel de camping à l'appui. Ils sont rejoints par leurs collègues mosellans. Un pan paniqué, la police se déploie à proximité ainsi que devant

la sous-préfecture et le tribunal de grande instance. En deux mois et demi, les salariés ont eu le temps de se rencontrer, de fomenter des actions d'éclat, d'éprouver leur puissance collective. Forts de cette expérience de lutte, gonflés à bloc, la "résolution" du conflit du 30 mai n'a pas signifié un simple retour à la normale et à chacun-pour-tout (avec sa cagnotte sous l'oreiller). Au contraire ça continue, des protagonistes s'esquissent encore. Dès le 3 juin, les "Contis" se joignent à une manifestation Goodyear à

Amiens (suite) à l'annonce de la suppression de 820 postes sur les 1400). Les 2000 manifestants partent de l'usine bloquée par des barrières enfilées en direction du centre-ville. Au passage ils tentent de débrayer les usines Dunlop. Un feu de pneus est allumé place de l'hôtel de ville. Deux jours plus tard, rebote à Compiègne : 1000 personnes de Conti et Goodyear défilent et crament des pneus sur les principaux axes routiers. Bref, une fin de conflit à Clairoix qui ressemble plutôt à un début. Les "Contis" se sont constitués en force d'appoint, signe d'un commun qui ne se disloque pas. Un mois plus tard, une grande fête est organisée à Margny-les-Compiègne : ce moment de rencontre entre salariés en lutte est l'occasion de

Reste aussi les 7 salariés pourvus pour le sacage de la sous-préfecture. Une manifestation bien remuante avait déjà eu lieu à Paris le 24 juin (jonction avec des salariés de Peugeot malgré le dispositif policier). Le 17 juillet, des centaines de "Contis" étaient encore présents devant le tribunal pour faire pression. Le procureur a requis 3 à 6 mois avec sursis mais pas d'amende. Rendu le 1^{er} septembre. Il y a quelques choses qui ne s'est pas épuisés au moment de la signature d'un nouveau ceux de Goodyear et de Lear.

[1] Les "Comités" avaient laissé entendre qu'ils se rendaient à Aix-la-Chapelle (Allemagne) pour manifester avec les syndicats allemands, une ruse qui a bien fonctionné.

Au printemps, séquestre les dirigeants ; en été, fais tout sauter..

X a plus de saison, et il va falloir revoir les vieux dictons aussi bien que les rythmes politiques annuels. Normalement, juillet-août, c'est la trêve estivale, celle qui vient clore l'agitation étudiante ou le mouvement social du printemps, à coups de congés payés, de jobs saisonniers. Sauf qu'une famille sur deux ne part plus en vacances, et que la vague qui a secoué le pays il y a quelques mois n'a pas vraiment emprunté les formes convenues du tripétyque revendication/mobilisation/négociation qui auraient permis d'en décréter la fin ou le report pour la "rentree chaude"

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les "partenaires sociaux" ne s'

proposé de mieux que de manifester "tous ensemble" tous les deux mois au printemps, ce que tout le monde ou presque a considéré comme une arnaque. Les foyers de révoltes restent donc dispersés, éparpillés, et cette

[illegible]

de Malaucène), avec les achats en commun pour pouvoir tenir le coup. Et puis entre les luttes, quand elles existent sur un même territoire : il y a les manifestations tournantes, les concerts de soutien des Contis et des Goodyears et les coups de main qu'ils viennent donner aux autres boîtes de leur région. Comment tout ça peut circuler plus largement, comment mettre en rela-

dre forme : 3000 personnes et des dizaines de délégations d'entreprises sont venues de toute la France à la fête des New Fabris fin juillet. Des outils de communication s'élaboraent, ce 4-pages en fait partie.

tion évidente. Mais il y a d'autres façons de sortir de l'usine, quand on est de l'usine, c'est le sort du territoire, et la solidarité est d'em-

à la solidarité : depuis nos écoles locales, nos manières de nous tenir un pique-nique, on sent monter des réflexes, des envies de se reconnaître et de s'associer qui viennent saper l'assise du triste et habituel «chacun-pour-soi».

« Les personnes qui ont été affectées à des missions de service dans les unités de la Gendarmerie nationale pendant les vacances, les autorités les savent, et là les primes obtenues sont multipliées par 100 ». Ce qu'il y a de bien avec les formes d'affectation dans les unités de la Gendarmerie nationale, c'est qu'elles sont aisément déplaçables.

gâbles du terrain de l'usine occupée vers d'autres espaces, d'autres secteurs du refus (depuis les mobilisations contre les radiations des pôles emplois aux luttes de quartiers pour le logement ou contre l'occupation policière, etc.). Ces moments de résistance collective, où on se tient vraiment ensemble, ne sont pas nécessairement de simples parenthèses avant le

retour ad carraig, ad haminannas oimannas. Il y joit quelque chose d'essentiel, de décisif. Comme quand, selon les mots de la CGT Goodyear, "on ne lutte plus pour nos droits, on lutte pour nos vies". Pour des vies qui valaient la peine.

Le gouvernement annonce sur toutes les chaînes la sortie de crise, parce que l'économie, pour que ça marche, il faut y croire, et parce que finalement le discours sur la crise n'aura pas vraiment permis de faire passer la plume de la restructuration économique globale. Mais ce revirement tactique dans le discours du pouvoir n'empêche pas l'explosion de nouveau

mais j'en ai des petits besoins d'emplois. Il y a des gestes qui n'ont rien de capital, mais qui sont importants pour la vie. Par exemple, quand on a des enfants, on a besoin de savoir comment les élever, comment les éduquer, comment les faire grandir. C'est là que les livres de la collection *Le petit livre de la vie* sont très utiles. Ils donnent des conseils pratiques, des astuces, des idées pour faire face à la vie. C'est ce que j'aime dans ces livres, c'est qu'ils sont concrets, qu'ils sont utiles. Ils ne sont pas juste des livres de théorie, ils sont des livres de pratique. C'est ce qui les rend si intéressants.

réchange... Ça se dissémine partout, et ça se tend un peu aussi. D'abord avec la sécurité embouteillée pour veiller à ce que les dirigeants puissent bien rentrer chez eux chaque soir; chez Molex, par exemple, des cadres ont été "molestés" par leurs employés suite à la provocation d'un de leur gros-bras.

Et puis dans les moments d'action, bien sûr : les bouteilles de gaz, c'est pas
rien, même si ça reste pour l'instant essentiellement symbolique. La force
d'un tel geste est dans le fait qu'il est un peu tombé en tabou : la destruction d'un
outil de travail devient publiquement assumable. Et on n'en reste pas tou-
jours au stade de l'intimidation : chez New Rahrn, en plus de menacer de
faire sauter l'usine les salariés ont organisé plusieurs marches en quinz-

d'avertissement (comme chez Simmonds à Flaviac). La conflictualité, ça augmente par palier : un geste émerge, souvent incoercible ; et puis il se diffuse, se répand, pour devenir immédiate-ment saisissable et évident ("la prochaine étape, c'est les bouteilles de gaz", peut-

non entendre lors d'un rassemblement devant le tribunal de commerce se constituer la liquidation judiciaire d'une petite boîte de province; alors, à l'égard de ces sociétés, qui vient dépasser le premier, et les régimes dans les départements ne sont multipliés au long de l'année, dans le cadre des luttes étudiantes ou de précaires, et la loi de 1965, qui a été votée, n'a pas été appliquée.

Nantes, une nouvelle forme d'auto-réduction voit le jour : on ne négocie plus la sortie des cadées, on se sert, on tient les vigiles en respect avec des barres de fer et se casse (sans arrestation, bravo).

Au vu de la tension actuelle, les dépêches de presse sur les conflits salariaux dans les pays où le dialogue social est moins policé que

chez nous prennent une résonance bizarre. Un patron tabasse à mort par ses employés en Chine ou des ouvriers coréens qui tiennent pendant plusieurs semaines leur usine assiégée par les forces de l'ordre, ça n'est plus seulement du fait divers international, c'est un peu notre futur qu'on nous

A Paris, 500 salariés de l'énergie rassemblés devant l'Assemblée nationale ont mené un mouvement de mettre "Partis dans la nuit". Dans les jours qui suivent, de nouvelles occupations sauvages sont constatées dans le sud-ouest. **Le 29 avril** à Toulouse, des "individus encagoulés" sacagèrent les locaux d'EDF. Et ça continue en **mai**: le 5 à Avignon, une quarantaine de véhicules EDF sont dépouillés de leurs roues. Les pneus des fourgons d'intervention ont, eux, été dégonflés. Une Renault Clio taguée en jaune fluo, immobilisée sur une pelouse portait la mention "EDF-GDF avertissement" et "Aujourd'hui on est gentil". **Le 12**: lancer de catards dans le bureau du patron de GDF-Suez. Trois jours plus tard, à Paris: "vous ne voulez pas nous entendre, vous allez nous craindre". Les locaux du gaz (AFG) sont dévastés par les employés d'EDF-GDF: cou-
Partis: "vous ne voulez pas nous entendre, vous allez nous craindre". Les locaux du gaz (AFG) sont dévastés par les employés d'EDF-GDF: cou-

ENTRE AVRIL ET JUIN, des cadres dirigeants sont retenus de force par les universités de l'usine Scapa dans l'Ain (la prime de départ est doublée), chez FM Logistic à Woippy (en jeu : la suppression de 475 emplois); idem pour les Moix de Villeneuve-sur-Lain, ou chez France Télécom à Rennes. Pour éviter les séquestrations, plusieurs directions d'entreprise délocalisent leur CF et se plan-

1^{er} mai : "grande journée nationale de mobilisation contre la crise et pour la sauvegarde des emplois". Les manifestations sont moins massives que lors des précédentes journées d'action. À Rennes, plusieurs caméras de vidéosurveillance sont détruites au passage du cortège.

les actionnaires du groupe PPR.

19 MAI : Canal Indusries, proprié-
taire de l'entreprise de fabrication de mâtéras
à Flaviac et de l'entre-
pôt du Pouzin (Ardèche). Les deux sites sont bloqués le jour même. Ensuite, les
"régocalors" vont bon train (l'objectif est de conserver l'activité ou d'obtenir
au moins 10000 euros de prime de licenciement) : séquestration du PDG pen-

13 juin), matériels incendiés (20 juin, 10 juillet), incendies de routes (22 mai), occupations, grèves, blocages de routes (20 mai), quelques nouvelles machines-outils (16 juillet)...

9 juin : les salariés des papeteries de Malouane (Vauluse) retiennent quelques minutes du Val-de-Saône. Le groupe américain Schweitzer-Mauduit, propriétaire du site, avait dans un premier temps fait arrêter la machine à papier le 2 avril pour annoncer 15 jours plus tard la fermeture de l'usine avant le début 2010. Depuis, les 211 sala-

[illegible]

d'anciennteté, mais il n'y a pas de reprenneur en vue.
11 juin : les producteurs de lait bloquent la motité des plaques-formes d'appro-
visionnement des supermarchés.
223 juin, Saint-Leu-d'Esserent (Oise) : le directeur de l'usine Galva est séques-
tré. Blocage d'un page par les salariés d'ABB.
25 juin, Clermont-Ferrand : manifestation de 1000 salariés de Michelin

Marsaille (GPM) : certains cagoules et armes de barres de travail de Grand port maritime de
 29 juin, Marseille : une quarantaine de travailleurs du Grand port maritime de
 de Clermont-Ferrand avait fait monter la tension d'un cran.
 d'œufs, de pétards et de fumigènes. L'annonce d'un deuxième suicide sur le site est
 d'œufs, de pétards et de fumigènes. L'annonce d'un deuxième suicide sur le site est
 d'œufs, de pétards et de fumigènes. L'annonce d'un deuxième suicide sur le site est

Le 1^{er} juillet, arrêt de la production aux Papeteries (Arles).
En même temps, mais personne n'avait été arrêté.
Au lieu de deux semaines auparavant dans un Casino du département d'Artois, l'action s'était déroulée à la Belle-de-Mai : 5 arrestations. Une action similaire à Marseilles, qui devait aboutir début juillet. Le même jour, et toujours en action de protestation contre la privatisation du terminal conteurs d'Artois.

ENTRE LE DÉBUT JUillet ET LA M-AOÛT, des grèves avec blocage et occupation éclatent dans le Loiret (usine Rohm et Haas), dans le Jura (MBF Technologies), à Saint-Gobain Quartz, chez l'usine SKF de Fontenay-le-Comte, à Nevers chez AFB Seini, dans la Loire (Mantowor), chez Alcatel (à Lannion et Orvaux), à Arméens (Goodyear), à Montherme (entreprise Raguen), à Marseille (usine Legris-Mante)...



mières kanak.
Le 12 août, un défilé d'appel au calme réunit plusieurs milliers de personnes dans les rues de Nouméa grâce à une journée de congés généralement offerte par l'administration et la plupart des chefs d'entreprise. Mais les 6 grévistes restent en taule, l'exploitation des mines se poursuit et comme le souligne un des leaders de l'USTIC, les jeunes de Montreuil continuent d'"être l'objet de chasses à l'homme". Le 22 août, les syndicalistes se font rejugés en appel et déjà le message est passé, tout le monde sera dans la rue pour attendre le verdict et saisir l'occasion de faire savoir que désormais en Nouvelle-Calédonie, "les gens n'ont décidément plus peur".

missaire est en train de cureter l'abcs au fond". Des barriques des sont montés un peu partout, les principaux axes sont occupés et les gendarmes se font régulièrement et violemment attaquer. L'île reste paralysée pendant dix jours, jusqu'à ce que les autorités soient complètement débordées, de l'aval même une nouvelle représentation nommée à la hâte par le gouverneur, "Avec l'agitation des jeunes au mouvement, la situation était devenue extrêmement dangereuse."

d' "entrave à la circulation d' aéronefs" mais ça n' empêche pas les 6 000 avions de se ramasser sur un an fermé. Je rejoins par quelques milliers de jeunes du quartier de Montraveil et les tribus kanak de St-Louis, en lutte contre l' exploitation minière du nickel et du cobalt. En réponse les autorités envoient des bataillons de CRS et de gendarmes mobiles, à la grande satisfaction de l'UMP Pierre Frogier, élu depuis 10 ans à la présidence du congrès de Nouvelle-Calédonie : " L' USTKE est aujourd' hui devenu un abîme, qui gangrène l' ensemble des rela-

En Nouvelle-Calédonie, l'histoire commence en mars par un mouvement visant la réintégration d'une employée de la compagnie aérienne Aircal, licenciée pour un prétexte dérisoire. L'USTKE, syndicat révolutionnaire local fondé au début des années 80 s'en est tout de suite mêlé, emportant avec lui une conception et une histoire du syndicalisme sensiblement différentes de celles des grandes centrales métropolitaines. La lutte a duré deux mois pleins, jusqu'à ce que les grévistes décident d'organiser une conférence de presse sur le tarmac de l'aéroport de Nouméa (bloquant au passage le trafic aérien). Les CRS sont repartis dans les cockpits d'avions en stationnement. Tous ces gens se sont faits interpellés et 6 personnes ont été

Alliances insulaires